



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

construction navale

Question au Gouvernement n° 2007

Texte de la question

CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, je voudrais vous parler de politique industrielle. (" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.)

M. Richard Mallié. Cela vous intéresse enfin ?

M. Jean-Paul Anciaux. Il n'y connaît rien !

M. Jean-Marc Ayrault. Avec Marie-Odile Bouillé, ici même, la semaine dernière, et avec les élus responsables de la région et de Saint-Nazaire, nous ne cessons de vous interpellier depuis des mois à propos de l'avenir des chantiers navals.

M. Jean-Paul Anciaux. Qu'avez-vous fait ?

M. Jean-Marc Ayrault. Sept mille emplois sont directement concernés par votre décision. L'armateur MSC est prêt à commander deux paquebots, mais il a besoin pour cela de la garantie de l'État. C'est ce que les élus socialistes vous demandent depuis des mois ; or, jusqu'alors, le Gouvernement s'est dérobé.

M. Charles de La Verpillière. Il faut demander à la région !

M. Yves Censi. Que fait le conseil général ?

M. Jean-Marc Ayrault. Ni les élus, ni les syndicats, ni les salariés et leurs familles n'ont obtenu la moindre réponse. Et voilà que nous apprenons - miracle des élections - qu'une commande de bateaux serait imminente.

M. Jean-Paul Anciaux. Et alors ?

M. Jean-Marc Ayrault. Or l'annonce ne vient ni de l'entreprise ni de l'État actionnaire, mais du candidat UMP en campagne à Saint-Nazaire ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Je vous en prie !

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, je trouve terrible qu'il faille attendre les élections pour que votre gouvernement s'occupe de l'entreprise et de ses salariés. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Michel Herbillon. Il est candidat !

M. Jean-Marc Ayrault. Mais il serait encore plus terrible qu'il ne s'agisse que d'une annonce électorale sans lendemain, comme le laisse craindre la manière dont, trop souvent, le Gouvernement gère les dossiers industriels. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Je le dis ici solennellement : Saint-Nazaire ne veut pas être le nouveau Gandrange ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, ma question sera très claire : oui ou non, confirmez-vous cette commande ? En outre, comment garantirez-vous durablement l'avenir des chantiers navals de Saint-Nazaire ? Il s'agit d'une question d'intérêt national, d'un enjeu stratégique pour notre politique industrielle et pour l'emploi.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Herbillon. Ayrault fait la campagne de l'UMP !

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur le président Ayrault, il est

un point sur lequel nous sommes d'accord : il s'agit en effet d'une question nationale. Voilà pourquoi le Premier ministre lui-même n'a cessé de suivre ce dossier au jour le jour. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. Alors pourquoi ne répond-il pas lui-même ?

M. le président. Je vous en prie, écoutez Mme la ministre.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Je vous rappelle que les chantiers navals connaissent de grandes difficultés dans le monde entier, en raison des difficultés auxquelles tous les armateurs sont confrontés. Néanmoins, l'État français n'a pas abandonné STX, il ne l'abandonne pas et ne l'abandonnera pas.

Nous n'avons pas abandonné STX lorsque nous sommes montés au capital et que nous avons pris une participation de 110 millions d'euros aux côtés de l'investisseur coréen.

Nous n'avons pas abandonné STX lorsqu'un bâtiment de projection et de commandement, le *Mistral*, a été commandé dans le cadre du plan de relance, sous l'autorité de Patrick Devedjian, ce qui a permis de maintenir la charge pour un montant total de 400 millions d'euros.

Enfin, nous n'abandonnerons pas STX dans les négociations très difficiles engagées entre les chantiers navals et l'armateur MSC, que vous avez mentionné, à propos de deux navires dont dépend la rentabilité du plan de charge. L'État sera présent comme actionnaire, mais aussi comme assureur de l'activité d'exportation. C'est à ce dernier titre qu'il apportera sa garantie, parallèlement aux efforts consentis par STX

En effet, la perspective de cette commande nous intéresse tous : il s'agit d'une cause nationale et nous nous préoccupons autant que vous des sept mille salariés concernés. Voilà pourquoi le Premier ministre tient beaucoup à ce que ce dossier soit réglé. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2007

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 février 2010